ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, le 24 novembre 1970, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "pris en exécution des articles 8 et 13, § 2, de la loi du 5 août 1968 établissant certaines relations entre les régimes de pensions du secteur public et ceux du secteur privé", a donné le 25 janvier 1971 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 24e november 1970 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van de artikelen 8 en 13, § 2, van de wet van 5 augustus 1968 tot vaststelling van een zeker verband tussen de pensioenstelsels van de openbare sector en die van de privésector", heeft de 25e januari 1971 het volgend advies gegeven :

Observation générale.

L'arrêté en projet utilise les expressions "ouvrier" et "employé" figurant dans la loi du 5 août 1968. Cette terminologie n'est pas en concordance avec celle de l'arrêté royal n°50 du 24 octobre 1967, ni avec celle de la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs. Alors que l'arrêté royal n°50 utilise l'expression "travailleurs salariés", la loi de 1969 utilise la dénomination commune de "travailleur", en faisant la distinction entre "travailleur manuel" et "travailleur intellectuel". Il en résulte que, dans l'arrêté en projet, le terme "ouvrier" désigne indifféremment l'ouvrier ou le travailleur manuel salarié et que le terme "employé" désigne indifféremment l'employé ou le travailleur intellectuel salarié.

Intitulé.

Le projet porte exécution des articles 8, 13, § 2, et 14 de la loi du 5 août 1968. L'intitulé suivant est, dès lors, proposé :

"Arrêté royal portant exécution des articles 8, 13, § 2, et 14 de la loi du 5 août 1968 établissant certaines relations entre les régimes de pensions du secteur public et ceux du secteur privé".

Préambule.

A l'alinéa 1er, il conviendrait de remplacer les mots "et notamment les articles 8, 13 et 14" par les mots "notamment les articles 8, 13, § 2, et 14".

*

* *

.../...

Le projet vise l'avis de la commission consultative du personnel militaire des forces terrestre, aérienne et navale. Cet avis est prescrit par l'arrêté royal du 20 octobre 1964 qui a institué cette commission. Le projet s'appliquant aussi au personnel de la gendarmerie, devrait être soumis à l'avis de la commission consultative du personnel de la gendarmerie, instituée par l'arrêté royal du 2 février 1965. Etant donné que le projet présente un intérêt commun pour tous les militaires, le Ministre de la Défense nationale pourrait soit recueillir l'avis de cette dernière commission, soit user de la faculté que lui donne l'article 22, § 1er, de l'arrêté royal du 2 février 1965 de consulter les commissions consultatives réunies de la gendarmerie et des forces terrestre, aérienne et navale.

Article 2.

Au 2°, il est proposé de remplacer les mots "non investis" par "qui ne sont pas investis".

*
* *

Les dispositions auxquelles se réfère le 3° de l'article 2 n'étant pas publiées, le Conseil d'Etat s'abstient de faire des observations au sujet du texte qui, par ailleurs, dans sa seconde partie, manque de clarté et devrait être revu.

.../...

Article 3.

Cette disposition doit se lire : "... pendant les périodes pour lesquelles ils ont perçu la prime de mer ... ".

Article 4.

Il est proposé d'écrire : " ...
1° en qualité d'employé : les officiers ...
2° en qualité d'ouvrier : les autres militaires".

Article 6.

La rédaction suivante est proposée :
"Article 6.-
Pour l'application du présent chapitre, chaque période au cours de laquelle une même personne a été titulaire d'une fonction ou d'un grade déterminés doit être considérée séparément".

L'intitulé qui précède l'article 6 doit être omis, puisque le projet ne contient pas de première section.

*

\+ +

Article 7.

Cet article établit une règle qui permet de déterminer les personnes qui font partie du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service, pour le cas où aucun règlement applicable à la date de la publication du projet n'établirait une distinction entre ce personnel et le personnel administratif. Cette règle n'est cependant valable que pour les agents des provinces, des communes et des établissements subordonnés aux provinces ou aux communes. Il y a lieu de se demander s'il ne s'indiquerait

pas de rendre cette règle applicable également aux agents des organismes visés à l'article 2, 1°, c et d, du projet. Il n'est pas certain, en effet, que dans tous ces organismes il existe des règlements classant les membres du personnel en deux catégories, l'une comprenant le personnel administratif et l'autre comprenant le personnel de maîtrise, les gens de métier et de service.

Article 8.

Le projet se réfère à la date de l'événement justifiant l'application de l'article 11, § 1er. Il ressort du rapport au Roi que l'événement qui est pris en considération est celui qui a fait perdre à l'agent la perspective d'une pension du secteur public.

*

* *

L'article 8 serait mieux rédigé comme suit :

"Article 8.-

Lorsque l'événement justifiant l'application des articles 4 et 11, § 1er, de la loi du 5 août 1968 se situe avant le 1er septembre 1968, les échelles de traitements visées à l'article 2, 1°, sont déterminées d'après les barèmes en vigueur au 31 août 1968. Dans les autres cas, ces échelles sont déterminées d'après les barèmes en vigueur à la date de cet événement".

Chapitre II.

Dans l'intitulé de ce chapitre, les mots "de l'article 8" doivent être remplacés par les mots "des articles 8 et 14".

.../...

Article 10.

Le projet détermine les sommes qui doivent être versées en cas de transfert du régime de pension du secteur public au régime de pension du secteur privé, en se référant aux diverses cotisations qui auraient été réellement payées, si l'agent avait été occupé dans le secteur privé.

Dans le souci de simplifier la tâche qui incombera aux administrations, il serait préférable d'établir des taux forfaitaires de cotisation, les taux pouvant d'ailleurs varier selon que l'agent est assimilé à un employé, à un ouvrier ou à un marin. Cette solution n'est pas exclue par l'article 8 de la loi du 5 août 1968, qui n'impose pas l'obligation de payer exactement les cotisations qui auraient été payées si l'agent du secteur public avait été occupé dans le secteur privé.

Article 14.

Il est proposé de remplacer les mots "mais au plus tard à la date" par les mots "cette date ne pouvant toutefois être postérieure à celle ... ".

Il est proposé de scinder la phrase en deux, la première phrase se terminant par les mots "ou la rente de veuve prend cours ... ", la seconde phrase commençant par les mots "Ces réserves mathématiques sont réévaluées".

Article 15.

La rédaction suivante est proposée :

.../...

"Article 15.-

Les versements prévus ... (comme au § 1er, alinéa 1er) .

Par dérogation à l'alinéa 1er, lorsque l'institution à laquelle les fonds doivent être versés en fait connaître le montant à l'institution débitrice, les versements prévus à l'alinéa 1er doivent être effectués dans les trois mois de la date de cette communication.

Les délais prévus au présent article commencent à courir au plus tôt le jour de la publication du présent arrêté".

Article 16.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 16.-

Les articles 1er à 14 produisent leurs effets le 1er avril 1961, à l'exception des articles 1er, 4, 8, 10, 11, 12 et 14 qui produisent leurs effets le 24 août 1968 en tant qu'ils exécutent les articles 4, § 4, et 6 de la loi du 5 août 1968".

Algemene opmerking.

Het ontwerp-besluit werkt met de termen "arbeider" en "bediende", die voorkomen in de wet van 5 augustus 1968. Dat is een andere terminologie dan gebruikt is in het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 en in de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders. Het koninklijk besluit nr. 50 werkt met de term "werknemers"; de wet van 1969 bezigt dezelfde term, als gemeenschappelijke benaming voor wat zij verder onderscheidt in "handarbeiders" en "hoofdarbeiders". In het ontwerp-besluit staat "arbeider " dus zowel voor "arbeider" als voor "handarbeider", "bediende" zowel voor "bediende" als voor "hoofdarbeider".

Opschrift.

Het ontwerp strekt tot uitvoering van de artikelen 8, 13, § 2, en 14 van de wet van 5 augustus 1968. Daarom wordt voorgesteld het opschrift als volgt te redigeren :

"Koninklijk besluit houdende uitvoering van de artikelen 8, 13, § 2, en 14 van de wet van 5 augustus 1968 tot vaststelling van een zeker verband tussen de pensioenstelsels van de openbare sector en die van de privé-sector".

Aanhef.

In het eerste lid vervange men "inzonderheid op de artikelen 8, 13 en 14" door "inzonderheid op de artikelen 8, 13, § 2, en 14".

.../...

Het ontwerp verwijst naar het advies van de commissie van advies voor het militair personeel van de land-, lucht- en zeemacht. Dat advies is voorgeschreven bij het koninklijk besluit van 20 oktober 1964, hetwelk die commissie heeft ingesteld. Het ontwerp vindt ook toepassing op het personeel van de Rijkswacht en zou dus moeten worden voorgelegd aan de commissie van advies voor het personeel van de Rijkswacht, ingesteld bij het koninklijk besluit van 2 februari 1965. Daar het ontwerp een gemeenschappelijk belang oplevert voor alle militairen, zou de Minister van Landsverdediging ofwel het advies van laatstgenoemde commissie kunnen inwinnen, ofwel gebruik kunnen maken van het recht dat artikel 22, § 1, van het koninklijk besluit van 2 februari 1965 hem verleent om de verenigde commissies van advies van de Rijkswacht en van de land-, lucht- en zeemacht te raadplegen.

Artikel 2.

In de Franse tekst onder 2° vervange men de woorden "non investis" door "qui ne sont pas investis".

*

* *

De bepalingen waarnaar artikel 2 onder 3° verwijst, zijn niet bekendgemaakt. De Raad van State onthoudt zich dan ook van opmerkingen over de tekst, die overigens in het tweede gedeelte niet erg duidelijk is en herzien zou moeten worden.

.../...

Artikel 3.

In deze bepaling moet worden gelezen : "... gedurende de periodes waarvoor zij zeegeld ontvangen hebben ...".

Artikel 4.

Voorgesteld wordt : "...

1° als bediende : de officieren ...

2° als arbeider : de overige militairen".

Artikel 6.

Men leze de tekst als volgt :

"Artikel 6.-

Voor de toepassing van dit hoofdstuk moet iedere periode waarin eenzelfde persoon titularis is geweest van een bepaald ambt of van een bepaalde graad, afzonderlijk worden beschouwd".

Het opschrift boven artikel 6 moet vervallen. Er is immers geen eerste afdeling in het ontwerp.

*
* *

Artikel 7.

Dit artikel stelt een regel aan de hand waarvan kan worden uitgemaakt wie tot het meesters-, vak- en dienstpersoneel behoort, voor het geval dat geen enkel op de datum van bekendmaking van het ontwerp-besluit toepasselijk reglement een onderscheid mocht maken tussen dat personeel en het administratief personeel. Die regel geldt echter

.../...

alleen voor ambtenaren van provincies, gemeenten en aan provincies of gemeenten ondergeschikte instellingen. De vraag is of die regel niet tevens toepasselijk moet worden verklaard op het personeel van de instellingen bedoeld in artikel 2, 1°, c en d, van het ontwerp. Het staat immers niet vast dat er in al die instellingen reglementen bestaan die het personeel indelen in twee categorieën : aan de ene kant het administratief personeel, aan de andere het meesters-, vak- en dienstpersoneel.

Artikel 8.

Het ontwerp verwijst naar de datum van de gebeurtenis die aanleiding geeft tot toepassing van artikel 11, § 1. Uit het verslag aan de Koning blijkt, dat het gaat om de gebeurtenis waardoor het personeelslid zijn vooruitzichten op een overheidspensioen heeft verloren.

*

* *

Artikel 8 kan beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 8.-

Wanneer de gebeurtenis die aanleiding geeft tot toepassing van de artikelen 4 en 11, § 1, van de wet van 5 augustus 1968, zich heeft voorgedaan vóór 1 september 1968, worden de in artikel 2, 1°, bedoelde weddeschalen bepaald volgens de schalen die op 31 augustus 1968 van kracht waren. In de overige gevallen worden die weddeschalen bepaald volgens de schalen die op de datum van die gebeurtenis van kracht waren".

.../...

Hoofdstuk II.

In het opschrift van dit hoofdstuk moeten de woorden "van artikel 8" worden vervangen door "van de artikelen 8 en 14".

Artikel 10.

Het ontwerp bepaalt de bedragen die moeten worden gestort bij overgang van de pensioenregeling van de overheidssector naar regeling van de privé-sector, onder verwijzing naar de diverse bijdragen die werkelijk betaald geweest zouden zijn indien het personeelslid in de privé-sector had gewerkt.

Om de taak van de besturen te vereenvoudigen ware het verkieslijk, forfaitaire bijdragen vast te stellen, die trouwens kunnen variëren naargelang het personeelslid met een bediende, met een arbeider of met een zeeman wordt gelijkgesteld. Die oplossing is niet uitgesloten door artikel 8 van de wet van 5 augustus 1968, dat geen verplichting oplegt om juist die bijdragen te betalen welke betaald zouden zijn geweest indien het personeelslid van de overheidssector in de privé-sector had gewerkt.

Artikel 14.

Voorgesteld wordt de woorden "doch uiterlijk op de datum" te vervangen door : "welke datum echter niet later mag vallen dan die".

.../...

Voorgesteld wordt twee volzinnen te maken. De eerste zou dan eindigen met de woorden "... of de weduwenrente ingaat", terwijl de tweede zou beginnen met de woorden : "Die wiskundige reserves worden geherwaardeerd ...".

Artikel 15.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 15.-

De stortingen, voorgeschreven in ... (zoals in § 1, eerste lid).

In afwijking van het eerste lid moeten de in dat lid voorgeschreven stortingen, wanneer de instelling waaraan zij moeten worden verricht het bedrag ervan laat kennen aan de instelling die ze verschuldigd is, plaatshebben binnen drie maanden na die kennisgeving.

De in dit artikel bepaalde termijnen gaan ten vroegste in, de dag waarop dit besluit is bekendgemaakt".

Artikel 16.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 16.-

De artikelen 1 tot 14 hebben uitwerking met ingang van 1 april 1961, met uitzondering van de artikelen 1, 4, 8, 10, 11, 12 en 14, die uitwerking hebben op 24 augustus 1968 voor zover zij de artikelen 4, § 4, en 6 van de wet van 5 augustus 1968 uitvoeren".

La chambre était composée de

Messieurs :	G. VAN BUNNEN,	conseiller d'Etat,	président,
De Heren :		staatsraad,	voorzitter,
	J. MASQUELIN,	conseillers d'Etat,	
Madame :	G. CISELET,	staatsraden,	
Mevrouw :			
Messieurs :	P. DE VISSCHER,	assesseurs de la section	
De Heren :	M. VERSCHELDEN,	de législation,	
		bijzitters van de	
		afdeling wetgeving,	
	M. JACQUEMIJN,	greffier adjoint,	greffier.
		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. J. LIGOT, substitut de l'auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. LIGOT, substituut-auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) M. JACQUEMIJN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G. VAN BUNNEN.